

Un soulèvement à l'issue incertaine

Le Burkina Faso a longtemps été un havre de stabilité en Afrique de l'Ouest. L'ex-président Blaise Compaoré avait réussi à devenir un partenaire des pays occidentaux, tant sur le plan politique qu'en matière de coopération au développement. Son régime autoritaire n'autorisait toutefois aucune véritable participation de la population. L'an dernier, les Burkinabè, en colère, l'ont contraint à se retirer. De Ruedi Küng*.



Aujourd'hui encore, les garçons sont plus nombreux que les filles dans les écoles du Burkina Faso.

Une salle de classe dans la campagne africaine : filles et garçons, vêtus de couleurs vives, sont assis sur des bancs rudimentaires, devant des pupitres en bois brut. Debout face au tableau noir, une élève lit, d'une voix mal assurée et en trébuchant parfois sur les mots, des phrases élégamment tracées à la craie. C'est une école comme on en voit partout sur le continent noir.

Pourtant, quelque chose ici diffère des autres salles de classe africaines. Au tableau, les phrases ne sont

pas écrites uniquement dans la langue officielle qui est celle de l'ancienne puissance coloniale, à savoir le français. Elles le sont aussi en mooré, l'une des nombreuses langues locales du Burkina. L'école se trouve dans le village de Sakoinsé, à une heure de route de la capitale Ouagadougou. Sur les 7000 habitants, nombreux sont ceux – comme c'est le cas également dans le reste du pays – qui ne sont jamais allés à l'école, n'ont appris ni à lire ni à écrire et ne savent pas le français.

Il y a neuf ans, une organisation locale a appris aux villageois qu'il existe au Burkina Faso un nouveau type d'école, destinée aux enfants et aux adolescents qui ont raté le moment de leur scolarisation. Grâce à un enseignement dispensé dans leur langue maternelle, les jeunes de 9 à 16 ans y rattrapent en quatre ou cinq ans les six années du degré primaire. Les parents d'enfants non scolarisés (ils sont plusieurs centaines) ont alors souhaité qu'une telle école soit ouverte à Sakoinzé, nous explique en français le chef du village Soulli Félix. Ils ont émis cette demande tout en sachant que l'enseignement coûte 1500

devenues une habitude pour les habitants de Sakoinzé : elles ont lieu en plein air, à l'ombre de grands nérés qui atténuent quelque peu la chaleur accablante. La transpiration perle malgré tout sur les visages des femmes et des hommes, assis séparément sur les bancs en bois de l'école. Les débats vont bon train, car nul n'hésite à donner son avis. Interprétant les votes des participants, le chef du village nous apprend que les parents sont satisfaits du fonctionnement de l'établissement. Les deux écoles spéciales ne suffisent toutefois de loin pas pour accueillir tous les adolescents qui n'ont jamais été scolarisés ou qui ont quitté l'école trop tôt.

Les parents répondent volontiers aux questions : « Oui, il y a plus de garçons que de filles à l'école », déclare un père. Non, cela ne le dérange pas ; il a pu y envoyer deux de ses trois enfants, une fille et un garçon. Une mère estime pour sa part que les enfants des deux sexes devraient avoir les mêmes chances de fréquenter l'école. Au Burkina Faso, les garçons sont toutefois plus nombreux que les filles à bénéficier d'une éducation scolaire.

Plus de cent écoles bilingues

L'organisation Solidar Suisse a ouvert les premières écoles bilingues dans ce pays en 1994. En 2007, le gouvernement burkinabè a inclus la formation bilingue dans la politique nationale d'éducation et a ainsi joué un rôle de pionnier en Afrique de l'Ouest. Depuis, les avantages de ce système sont largement reconnus. Presque plus personne ne les conteste. Au lieu de recevoir un enseignement en français – langue qui leur est totalement inconnue –, les enfants suivent tout d'abord l'école primaire dans leur langue maternelle. Ils apprennent le français plus tard, car c'est la langue officielle et celle utilisée dans la formation supérieure.

Cette méthode accroît sensiblement les succès scolaires. Il existe aujourd'hui plus de cent écoles bilingues au Burkina Faso, la grande majorité étant étatiques, une douzaine catholiques et quelques-unes privées. « Ce nombre est toutefois infime, comparé aux 11 000 écoles que compte le pays », admet Koumba Boly-Barry, la ministre de l'éducation.

Une jeunesse formée pour rester au chômage

Malgré ces progrès, la situation de l'éducation reste globalement précaire, comme en témoigne l'indice de développement humain (IDH), calculé par l'ONU : en 2014, le Burkina Faso occupait le 181^e rang sur 187 et figurait ainsi parmi les pays les moins développés du monde. Des trois composantes de l'IDH – espérance de vie à la naissance, produit intérieur brut par habitant et niveau de formation –, le dernier grève tout spécialement le classement du

Le Burkina Faso en bref

Nom

Burkina Faso (nom qui signifie « pays des hommes intègres »)

Capitale

Ouagadougou

Superficie

274 200 km²

Population

17 millions

Langues

Langue officielle : français ; plus de soixante langues parlées, dont le mooré, le dioula et le foulfoudé.

Âge moyen

17 ans

Espérance de vie

Femmes : 57 ans
Hommes : 53 ans

Religions

Musulmans : 60%
Chrétiens : 25%
Autres : 15%

Éducation scolaire

Seul un tiers des plus de 15 ans et à peine 40% des 15-24 ans savent lire et écrire. Une classe compte en moyenne 48 élèves.

Économie

Environ 90% des habitants pratiquent une agriculture de subsistance. La production de coton génère un tiers du PIB, l'extraction d'or 13%.

Produits d'exportation

Coton, produits animaux, or



Rep. Borel/Noor/ait

Le faible taux d'alphabétisation de la population burkinabè freine considérablement le développement du pays.

francs CFA (2,75 francs suisses) par enfant et par an. Cette somme, qui paraît modeste, grève néanmoins lourdement le budget des familles. Une autre condition consistait à créer une association de parents, qui se réunisse régulièrement et suive la gestion de l'établissement. La première école est en place depuis huit ans et une seconde s'est ouverte en 2011.

Plus de garçons que de filles

Entre-temps, les réunions de parents d'élèves sont





La croissance économique ne profite qu'à une petite élite. Elle se traduit en particulier par la construction de bâtiments et de routes à Ouagadougou.

pays. «La population adulte est faiblement alphabétisée», explique Pascal Karorero, représentant de l'ONU pour le Burkina Faso. En outre, ajoute-t-il, les efforts visant à scolariser la majorité des enfants sont réduits à néant par le fait que seule une petite partie de ceux qui achèvent l'école primaire entrent à l'école secondaire.

Le spécialiste en éducation Paul Ouédraogo a un avis encore plus tranché sur la situation dans son pays : «Le problème est que notre jeunesse est formée pour rester au chômage», déplore-t-il. Pour les jeunes qui achèvent leur scolarité dans les villes, il est extrêmement difficile de trouver un travail régulier. Ceux qui ont cette chance doivent se contenter d'un salaire oscillant entre 150 et 200 francs. Un artisan doit nourrir une famille de sept personnes avec un revenu de 70 000 FCFA (à peine 130 francs suisses) par mois et un instituteur ne touche que 15 000 FCFA, soit le prix d'un sac de riz ! À ce tarif, beaucoup n'auraient plus les moyens de manger un repas par jour, mais seulement tous les deux jours. Quant à la population rurale, largement majoritaire dans ce pays sahélien, elle pratique une agriculture de subsistance rudimentaire dans des conditions climatiques qui ne cessent de s'aggraver. Sa situation est également peu enviable : à la campagne, plus de 40% des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Croissance économique surprenante

La statistique économique dresse pourtant un autre portrait du pays. Ces dernières années, le Burkina Faso a affiché une croissance économique étonnante (6,9% en 2013 et 9% en 2012). Il doit cet essor surtout à l'« or blanc », le coton, qui représente une partie considérable du produit intérieur brut. La production du véritable or revêt aussi de l'importance, mais elle a souffert de la baisse des prix sur les marchés mondiaux. Quoiqu'il en soit, le gouvernement national bénéficie de revenus accrus. Preuve en sont par exemple la construction intensive de routes dans

la capitale, l'érection de Ouaga2000, nouvelle et luxueuse cité, ou l'achat d'avions de chasse russes pour l'équivalent de 700 millions de francs suisses. Ces dépenses sont cependant mal perçues par nombre de gens qui doivent consacrer une part toujours plus importante de leur revenu à l'achat de nourriture. Selon Paul Ouédraogo, seule une petite élite profite de la croissance économique. Le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser.

Le peuple crie sa colère

Il n'est donc pas surprenant que les Burkinabè se soient montrés de plus en plus insatisfaits de leur président. Blaise Compaoré était arrivé au pouvoir en 1987 par un coup d'État. Il avait déjà été à plusieurs reprises la cible de manifestations et d'émeutes. En 2011, la contestation avait été particulièrement violente. Le président n'avait sauvé son poste qu'en opérant des changements à la tête de l'armée et de la gendarmerie, en formant un nouveau gouvernement et en faisant quelques concessions (hausse de la solde pour les soldats mécontents et la garde présidentielle entrée en rébellion, entretiens avec l'opposition).

Le seul espoir qui restait à la population de se débarrasser de Blaise Compaoré résidait dans l'article 37 de la Constitution, qui empêchait le président de se présenter une nouvelle fois aux élections. Lorsque celui-ci a tenté de faire abroger cette disposition par des membres complaisants de son gouvernement, plus rien n'a pu contenir la colère populaire. Les gens ont été si nombreux à descendre dans la rue que le président s'est vu obligé d'annoncer son départ à fin octobre 2014, après avoir fortement résisté. L'avenir du pays est encore incertain. ■

**Ruedi Küng a été durant douze ans correspondant pour l'Afrique à la radio allemande DRS. Il travaille aujourd'hui comme spécialiste de l'Afrique à InfoAfrica.ch.*

La Brigade verte

Si on veut les voir au travail, il faut se lever avant 4 heures. Blouses vertes et coiffes colorées, équipées de balais, de pelles et de seaux, des femmes, pour la plupart âgées, nettoient les rues de la capitale Ouagadougou avant que celles-ci soient encombrées par la circulation matinale. C'est en 1995 que le maire de l'époque Simon Compaoré a fait appel à ces balayeuses. À l'origine, elles n'étaient qu'une centaine. Aujourd'hui, 2000 «femmes de Simon» débarrassent rues et ruelles de la poussière et des immondices, arrachant également les mauvaises herbes au passage. La Brigade verte – c'est ainsi qu'elle a été rebaptisée – a reçu plusieurs prix et inspiré d'autres capitales africaines. En 2013, ses membres ont accueilli avec une grande joie la décision du nouveau maire de faire passer leur modeste salaire de 25 à 75 francs suisses par mois.